
Prolongation de fonctions supérieures

A.Gt. 15-07-2021

M.B. 06-08-2021

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Madame Marie-Christine SIMON pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe à l'Administration générale de l'Enseignement - Direction générale des Personnels de l'enseignement - Service général des Affaires transversales à partir du 1^{er} septembre 2021 et pour une période de douze mois et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de promotion par avancement de grade en cours pour cet emploi. Cette prolongation prendra anticipativement fin le jour de l'entrée en fonction du/de la lauréat(e).

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Monsieur Jan MICHIELS pour l'exercice de la fonction supérieure de Directeur général adjoint à l'Administration générale de l'Enseignement - Direction générales des Personnels de l'Enseignement - Centre d'Expertise des Statuts et du Contentieux à partir du 1^{er} septembre 2021 et pour une période de douze mois et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de promotion par avancement de grade en cours pour cet emploi. Cette prolongation prendra anticipativement fin le jour de l'entrée en fonction du/de la lauréat(e).

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Madame Marie-Nathalie D'HOOP pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe à l'Administration générale des Maisons de Justice - Service général Justice et Justiciable à partir du 15 septembre 2021 et pour une période de douze mois.

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Madame Florence SERVAIS pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe au Secrétariat général - Direction générale du Budget et des Finances - Service général du Budget à partir du 15 septembre 2021 et pour une période de douze mois et ce, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de promotion par avancement de grade en cours pour cet emploi. Cette prolongation prendra anticipativement fin le jour de l'entrée en fonction du/de la lauréat(e).

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Monsieur Allal MESBAHI pour l'exercice de la fonction supérieure de Directeur général adjoint à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre pour mineurs dessaisis - Service général des Institutions Publiques de Protection de la Jeunesse et des Equipes Mobiles d'Accompagnement à partir du 1^{er} septembre 2021 et pour une période de douze mois.

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Madame Patricia HUBERT pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe à l'Administration générale de la Culture - Service général de l'Éducation permanente et de la Jeunesse à partir du 15 septembre 2021 et pour une période de douze mois.

Un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 formalise la prolongation de la désignation de Monsieur Christophe KELECOM pour l'exercice de la fonction supérieure de Directeur général adjoint à l'Administration générale de l'Enseignement - Direction générale du Pilotage du Système éducatif - Service général de l'Analyse et de la Prospective à partir du 15 septembre 2021 et pour une période de douze mois.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre chacune de ces nominations endéans les soixante jours après cette publication.

La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à La Poste au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Toute personne justifiant d'un intérêt peut obtenir une copie conforme de ces arrêtés de nomination auprès de la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines du Ministère de la Communauté française.